



Le mot «génocide» est justifié

Par [Steven Higgs](#)

Mondialisation.ca, 02 juillet 2021

[Le Devoir \(Libre opinion\)](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

La Société historique du Canada, qui représente 650 historiens professionnels de tout le pays, y compris les principaux spécialistes de la longue histoire de violence et de dépossession des peuples autochtones dans ce qui est aujourd'hui le Canada, convient que cette histoire justifie pleinement l'emploi du mot « génocide ».

Le génocide ne fait pas simplement référence à des massacres commis sur une période relativement courte. Il peut prendre d'autres formes et se prolonger dans le temps.

Le génocide a été désigné pour la première fois comme un crime de droit international en 1946 par les Nations unies, dans le sillage immédiat de l'Holocauste. Deux ans plus tard, il a été officialisé dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, qui a été ratifiée par 149 États, dont le Canada.

Selon l'article 2 de cette convention, le génocide est défini comme pouvant être l'un des actes suivants, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe de personnes (et je cite) : le meurtre de membres du groupe ; des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; des mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; le transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Si l'on considère la longue durée de l'occupation coloniale européenne et de la dépossession des Autochtones, nous maintenons que l'intention génocidaire a été amplement établie dans la recherche historique. Ce point fait l'objet d'un large consensus parmi les experts historiques.

Les études historiques existantes, fondées sur des recherches approfondies dans les archives gouvernementales, les documents relatifs aux œuvres missionnaires, les études archéologiques et les témoignages écrits et oraux des survivants des pensionnats, de la rafle des années 1960 et des familles de femmes et de filles autochtones assassinées ou disparues, rendent cette conclusion on ne peut plus claire.

La récente confirmation de la présence de centaines de tombes non marquées sur le site d'anciens pensionnats d'Autochtones en Colombie-Britannique et en Saskatchewan s'inscrit dans une histoire plus vaste d'effacement physique des peuples autochtones au Canada.

Malheureusement, les récentes nouvelles en provenance de Kamloops et de Marieval ne seront pas les dernières, et nous nous attendons à ce que d'autres annonces soient faites d'un bout à l'autre du pays.

La Commission de vérité et de réconciliation du Canada, et la Commission royale sur les peuples autochtones avant elle, a largement documenté la manière dont la violence du colonialisme de peuplement s'est propagée dans les communautés autochtones. Il en va de même pour le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il y a également eu un grand nombre d'enquêtes provinciales à travers le pays.

La récente enquête du coroner sur la mort de Joyce Echaquan, une femme atikamekw âgée de 37 ans et mère de sept enfants, dans un hôpital du Québec a suscité l'indignation face au racisme de notre système de santé. Malheureusement, les archives sont remplies d'histoires comme celle-ci.

Enfin, nous reconnaissons que les historiens, dans le passé, ont souvent été réticents à convenir que cette histoire est un génocide. Dans leur profession, les historiens ont donc contribué de façon durable et tangible au refus canadien de s'attaquer à l'histoire de la colonisation et de la dépossession de ce pays.

Notre incapacité, en tant que société, à reconnaître cette histoire pour ce qu'elle est et les façons dont elle se perpétue dans le présent a servi à faire durer la violence. Il est temps pour nous de briser ce cycle historique. Nous encourageons les Canadiens à reconnaître cette histoire pour ce qu'elle est : un génocide.

Steven High

Steven High : Professeur au Département d'histoire de l'Université Concordia (Montréal, Canada) et président de la Société historique du Canada

La source originale de cet article est [Le Devoir \(Libre opinion\)](#)
Copyright © [Steven Higgs, Le Devoir \(Libre opinion\)](#), 2021

Articles Par : **[Steven Higgs](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca